

Grâce à un réseau de membres actifs au Việt Nam et à travers le monde, le Parti pour la Réforme du Việt Nam (Việt Tân) veut promouvoir la démocratie et la réforme du pays par des moyens pacifiques



Dans le Bureau de la Présidente de la Chambre des Représentants :

Do Hoang Diem  
(président du Việt Tân),  
Nguyen Ngoc Bich (Alliance  
pour la Démocratie et des  
Droits de l'Homme),  
Nancy Pelosi,  
Thich Giac Duc (Église  
Bouddhique Unifiée du  
Việt Nam),  
Loretta Sanchez, député  
de Californie

## Nancy Pelosi reçoit les organisations vietnamiennes

### Sommaire

- 1 Nancy Pelosi reçoit les organisations vietnamiennes
- 2 Bush reçoit le président vietnamien
- 3 Les parlementaires américains taclent le président vietnamien...
- 4 Bush pousse le Việt Nam au respect des libertés
- 5 Réponse de Do Nam Hai à l'invitation du Conseil National de Sécurité
- 6 Le journaliste Nguyen Vu Binh a été libéré
- 6 Interview et remerciements de Nguyen Vu Binh
- 9 L'avocat Le Quoc Quan a été libéré
- 10 La « Démocratie » selon Hà Nội
- 11 Manifestation à Sài Gòn
- 12 George Bush, en visite à Prague, parle de liberté

**M**ercredi 20 juin, la présidente démocrate de la Chambre des Représentants Nancy Pelosi a reçu 3 représentants d'organisations vietnamiennes : Do Hoang Diem du parti Việt Tân, Nguyen Ngoc Bich du Comité de Coordination de l'Alliance pour la Démocratie et des Droits de l'Homme au Việt Nam, et le vénérable Thich Giac Duc de l'Église Bouddhique Unifiée du Việt Nam. La députée Loretta Sanchez a accompagné la délégation vietnamienne. La rencontre qui s'est déroulée exactement 24 heures avant celle du président vietnamien Nguyen Minh Triet et de Nancy Pelosi, avait pour but d'analyser les violations des droits de l'homme au Việt Nam. Nancy Pelosi est la troisième personnalité politique aux États-Unis.

Depuis de nombreuses années, la députée démocrate Loretta Sanchez, de Garden Grove en Califor-

nie, s'est impliquée fortement dans le combat pour la démocratie au Việt Nam. Elle déclare : « Nous avons coopéré étroitement avec ces 3 organisations pour attirer l'attention des États-Unis sur la situation des droits de l'homme au Việt Nam. Nous voulons que madame la Présidente du Congrès prenne connaissance des préoccupations des américains-vietnamiens avant qu'elle rencontre le président vietnamien Nguyen Minh Triet demain. J'espère que le sujet des droits de l'homme sera sur la liste des discussions entre les présidents Bush et Triet. Les droits de l'homme doivent être un point incontournable dans les relations bilatérales avec le Việt Nam. »

Par ailleurs, Loretta Sanchez, la fondatrice du « Congressional Việt Nam Caucus », a exprimé sa satisfaction devant les récentes libérations du journaliste Nguyen Vu Binh et de l'avocat Le Quoc Quan.



# Bush reçoit le Viêt Nam – Les réformateurs souhaitent que Bush exerce des pressions

Chicago Tribune

Chicago Tribune—21/06/2007

**A**lors que le président Bush se prépare à accueillir ce vendredi à la Maison Blanche le président vietnamien Nguyen Minh Triet, les dirigeants des mouvements luttant pour les réformes démocratiques dans la République Socialiste du Viêt Nam font le tour du Capitole, rappelant à la classe politique que malgré les relations commerciales normalisées et des liens économiques croissants entre les deux anciens adversaires, les libertés religieuses et d'expression sont loin d'être acquises.

Do Hoang Diem, président du Viêt Tân, un groupe pro démocratie, et d'autres ont rencontré la présidente de la Chambre des Représentants Nanci Pelosi (Démocrate – Californie) mercredi dernier. Ils seront rejoints par le député Chris Smith (Républicain – New Jersey) et d'autres parlementaires cet après midi pour la présentation de la Résolution sur les Droits de l'Homme au Viêt Nam. Ils se sont arrêtés au bureau du journal ce matin pour un entretien.

Pendant que les États-Unis et le Viêt Nam se rapprochent, le Viêt Tân tente de faire du respect des droits de l'homme par le gouvernement vietnamien l'un des enjeux de la négociation.

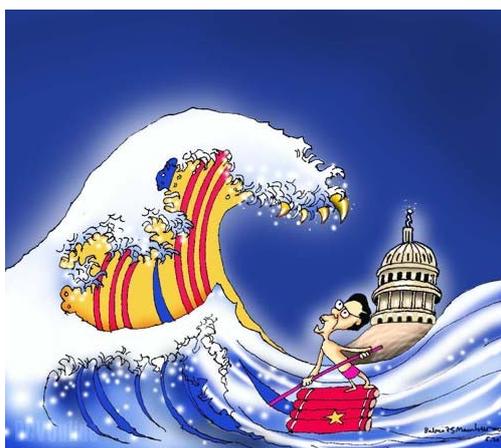
L'élément clé que je souhaite faire comprendre est celui-ci : alors que les deux pays se rapprochent, si le Viêt Nam s'attend à être intégré à la communauté internationale, il doit se comporter correctement, déclare Do, qui habite San José en Californie et qui préside le Parti pour la Réforme du Viêt Nam [en vietnamien : Viêt Tân], parti qui fête en septembre

de cette année son 25ème anniversaire. Le Viêt Nam ne peut pas continuer à violer les droits de l'homme.

Cela a toujours été un défi pour nous, parce que nous sommes dispersés dans le monde entier, déclare Do au Chicago Tribune aujourd'hui. Mon parti, comme tous les autres partis, sont interdits au Viêt Nam. Mes membres ont été arrêtés, certains sont toujours en détention actuellement, et d'autres sont sous surveillance. C'est difficile.

Les rencontres comme celle de Bush et Triet cette semaine nous offre une occasion de mettre la pression sur le gouvernement vietnamien, déclare Do, qui a lui aussi rencontré Bush, le Vice-président Dick Cheney et le Conseiller à la Sécurité Nationale Stephen Hadley dans le Bureau Ovale le 29 mai.

Bush a rencontré 4 célèbres



militants vietnamiens-américains pro démocratie pour discuter de la meilleure façon dont la communauté internationale pourrait aider à promouvoir une plus grande liberté et l'ouverture du Viêt Nam, déclare la Maison Blanche. Outre Do Hoang Diem, il y avait Do Thanh Cong, membre fondateur

du Parti Démocratique du Peuple Vietnamien, Nguyen Le Minh, président du Réseau pour les Droits de l'Homme au Viêt Nam, le docteur Nguyen Quoc Quan, président du Mouvement Humaniste Vietnamien.

Le fait que Bush passe autant de temps pour faire progresser la cause de la démocratie comme il l'a encore fait plus tôt ce mois-ci en Europe de l'Est, n'entre pas nécessairement en conflit avec l'intérêt pour les américains d'améliorer leurs relations commerciales avec le Viêt Nam, selon Do.

Pour moi, ce n'est pas une contradiction mais plutôt une analyse de la réalité, dit-il. Une relation bilatérale entre n'importe quelles nations est toujours à multiples facettes. Il est normal pour les États-Unis et le Viêt Nam de consolider leurs liens économiques. Lorsque cela devient une réalité sur le plan économique, alors passons aux questions politiques. Quand j'ai rencontré le président Bush le 29 mai, il m'a donné l'impression de vouloir continuer à faire pression sur le Viêt Nam au sujet des droits de l'homme.

Les États-Unis disposent d'un énorme moyen de pression dans cette relation. Les États-Unis n'ont pas besoin du Viêt Nam, déclare Do. Mais le Viêt Nam a besoin des États-Unis.

Par dessus tout, dit-il, en regardant le chemin parcouru, une victoire de la démocratie au Viêt Nam aura de profondes répercussions sur le mouvement démocratique en Chine. C'est l'intérêt des États-Unis de voir la démocratie (arriver) au Viêt Nam.



# Les parlementaires américains taclent le président vietnamien sur la question des droits de l'homme

WASHINGTON—21/06/2007

**L**e président du Viêt Nam a entendu un concert de critiques ce jeudi 21 juin 2007 pendant sa visite historique à Washington, avec des parlementaires américains fâchés, déclarant que les relations entre les anciens ennemis stagneront jusqu'à ce que la situation des droits de l'homme au Viêt Nam s'améliore.

Nguyen Minh Triet est le premier président du Viêt Nam communiste à visiter Washington depuis la fin de la guerre. Il a essayé de garder les discussions autour des perspectives commerciales sur États-Unis - Viêt Nam.

Mais au cours d'un entretien privé d'une heure, les parlementaires les plus influents des États-Unis ont à plusieurs reprises attaqué Triet pour la récente vague

de répression des autorités vietnamiennes contre les militants politiques et des dirigeants religieux, selon les personnes présentes lors de cet entretien.

« La question des droits de l'homme a pris le dessus sur tous les autres sujets. Du début de l'entretien jusqu'à la fin, » a dit le député Républicain de Californie Edward Royce. « Cette répression politique doit cesser pour que les relations USA-Viêt Nam s'améliorent. »

Questionné sur la réponse de Triet, Royce a répondu : « Triet a été très évasif sur ce sujet. »



Nguyen Minh Triet et Nancy Pelosi le 21 juin

Ces derniers mois, le Viêt Nam a arrêté ou condamné au moins huit activistes pro démocratie, y compris un prêtre catholique dissident qui a été condamné à huit ans de prison.

Selon le député Roy Blunt, président du groupe des Républicains à la Chambre des Représentants, Triet a affirmé aux parlementaires américains qu'au Viêt Nam, « il y a beaucoup de droits de l'homme, mais que les dissidents mettent en danger d'une façon ou d'une autre la sécurité du pays. Nous (les parlementaires) l'avons interrogé durement pour avoir plus d'informations sur ce que cela signifie exactement. »

Triet, dans un discours tenu devant des hommes d'affaires avant la réunion avec le Congrès, a évité soigneusement de mentionner les droits de l'homme.

Le Viêt Nam ne tolère aucune remise en cause de la règle du parti unique imposé par les communistes ; il persiste à dire que seuls ceux qui ont enfreint les lois sont emprisonnés.



La veille, Nancy Pelosi avait reçu les organisations vietnamiennes pour être informée de la situation des droits de l'homme au Viêt Nam

# George W. Bush pousse le Viêt Nam au respect des libertés



Nguyen Minh Triet et George Bush le 22 juin 2007

WASHINGTON (AFP)

**G**eorge W. Bush a exhorté ce vendredi 22 juin 2007 son homologue Nguyen Minh Triet à faire respecter les droits de l'Homme dans son pays, lors de la première rencontre aux États-Unis entre des présidents américain et vietnamien depuis la fin de la guerre du Viêt Nam.

Les deux hommes ont souligné l'approfondissement des relations entre les deux pays, économiques surtout, plus de 30 ans après la fin de la guerre. Mais ils ont aussi admis leurs divergences sur la liberté d'expression ou de religion au Viêt Nam.

Plusieurs centaines de personnes, 2.000 selon les manifestants, dénonçaient au même moment devant la Maison Blanche les atteintes aux libertés au Viêt Nam. "Libérez tous les prisonniers politiques", scandaient les manifestants sous des pancartes montrant un soldat muselant Nguyen Van Ly lors du procès de ce prêtre catholique.

"J'ai expliqué au président que nous voulons de bonnes relations avec le Viêt Nam. Et nous avons effectivement de bonnes relations économiques", a dit M. Bush à l'issue d'entretiens dans le Bureau ovale. **"J'ai aussi signifié très clairement que, pour que les relations s'approfondis-**

**sent, il est important que nos amis s'engagent fermement en faveur des droits de l'Homme, de la liberté et de la démocratie"**, a-t-il poursuivi.

Si les échanges commerciaux s'intensifient et les relations s'améliorent comme l'a montré la visite du président américain au Viêt Nam en novembre 2006 après celle de son prédécesseur Bill Clinton en 2000, M. Bush montre du doigt le régime communiste de parti unique, en particulier depuis le récent renforcement de la répression contre les dissidents.

M. Bush a cité le Viêt Nam dans un grand discours sur l'état des libertés dans le monde le 5 juin.

Une porte-parole de la Maison Blanche, Dana Perino, a indiqué après la rencontre que ce sujet, une "forte préoccupation pour le président", avait été l'un des premiers abordés par M. Bush avec son homologue vietnamien.

Et nombre d'organisations avaient réclamé à M. Bush qu'il déclare les agissements du régime vietnamien inacceptables.

M. Triet a parlé d'un "échange de vues direct et ouvert" sur la question.

"Notre approche consiste à renforcer le dialogue (entre le Viêt Nam et les États-Unis) pour une meilleure compréhension mutuelle", a-t-il dit.

"Nous sommes aussi déterminés à faire en sorte que ces divergences n'affectent pas nos intérêts généraux plus larges", a-t-il dit.

M. Triet, venu aux États-Unis

surtout pour affaires comme l'a illustré sa visite mardi à la Bourse américaine, a insisté sur le renforcement des relations bilatérales et des échanges économiques.

"Je voudrais vous dire que le Viêt Nam aujourd'hui est un pays stable, pacifique et amical", a-t-il dit, dans un appel clair aux Américains à investir dans une économie à la vitalité déjà considérable.

M. Triet a rencontré des hommes d'affaires américains au cours de son séjour. Les deux pays ont signé jeudi un pacte commercial et d'investissement, préluant un accord complet de libre échange.

Selon des chiffres vietnamiens, les États-Unis sont le premier marché à l'exportation du Viêt Nam et les échanges ont plus que quintuplé depuis 2001.

M. Bush a salué la coopération du Viêt Nam pour récupérer les dépouilles de soldats américains. M. Triet a exprimé sa reconnaissance au Congrès pour l'allocation récente de fonds destinés à pallier les effets de "l'agent orange", redoutable défoliant utilisé pendant la guerre.



2000 personnes ont manifesté devant la Maison Blanche contre le président vietnamien.



# Réponse de Do Nam Hai à l'invitation du Conseil National de Sécurité

Sài Gòn, 29 mai 2007

**J**e suis très honoré d'avoir été convié par le Conseil National de Sécurité des États-Unis à participer à la réunion sur la démocratie et les droits de l'homme au Viêt Nam. J'en suis très reconnaissant. Si, en ce moment, quelqu'un me posait la question : *"Est-ce que dans le Viêt Nam d'aujourd'hui, la démocratie, la liberté d'opinion, d'expression, de presse, de réunion, d'association politique, etc. existent ?"* Ma réponse serait *"Non, pas encore."* Voilà ce qui nous pousse, vietnamiens de l'intérieur comme de l'étranger, à nous battre pour recouvrer ces libertés fondamentales.

Le peuple vietnamien ne supporte plus cette situation. Depuis un demi-siècle, de nombreuses personnes jouissant d'une bonne situation sociale se sont dressées courageusement pour défier la brutalité de la dictature du prolétariat. Ce sont elles qui ont jeté les racines du Mouvement Démocratique vietnamien d'aujourd'hui. Ce mouvement a pris un essor considérable en 2006, avec la publication et la diffusion du Manifeste pour la Démocratie et les Droits de l'Homme le 8 avril, portant la signature de 118 citoyens vietnamiens. Peu après, ce chiffre a grossi jusqu'à plusieurs milliers, avec aussi bien des vietnamiens de l'intérieur que de l'étranger. Également appelé Bloc 8406, le Mouvement Démocratique vietnamien a reçu le soutien de nombreux politiciens, diplomates et organisations de défense des droits de l'homme à travers le monde. Outre cet événement historique, sont nés des journaux libres comme Tự Do Ngôn Luận (Liberté d'Expression), Canh Tân (Rénovation), des organisations

non communistes comme le Parti Démocratie XXI, le Parti Pour le Progrès du Viêt Nam, l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam, etc.

Ces événements marquent le début d'une grande étape dans la lutte pour récupérer les libertés fondamentales du peuple vietnamien. Le Mouvement a gagné en maturité. Les initiatives isolées sont devenues des campagnes coordonnées, les individus se sont unis pour former des organisations. Faible au départ, le Mouvement devient plus fort chaque jour. Surpris par cette évolution rapide du Mouvement Démocratique vietnamien, les autorités communistes ont néanmoins attendu la fin du sommet de l'APEC, le retrait de la liste noire CPC, l'attribution de la clause commerciale PNTR et l'adhésion à l'OMC pour lancer une vaste campagne de répression contre les militants pour la démocratie, du Nord au Sud. Depuis fin 2006, des dizaines de personnes ont été arrêtées et condamnées à des peines injustes. Mais les autorités ont échoué. Le Mouvement Démocratique vietnamien surmontera cette vague de répression, pour devenir encore plus mature et plus fort. Pour une personne arrêtée, dix autres se joignent au Mouvement. La force brute du régime ne peut pas éteindre ni briser le profond désir du peuple vietnamien pour la liberté et la démocratie. Le Bloc 8406, les journaux libres, les partis politiques indépendants, l'Alliance pour la Démocratie et les Droits de l'Homme au Viêt Nam continuent d'exister. Bien mieux que cela, ils rallient de nouveaux adhérents, tant à l'intérieur du Viêt Nam qu'à l'étranger.

Chers amis,

Nous qui sommes en première ligne



Do Nam Hai

dans la lutte pour une véritable démocratie, avons toujours pensé que l'issue de ce combat réside dans le peuple vietnamien ! Néanmoins, nous remercions sincèrement les gouvernements, les organisations de défense des droits de l'homme, les particuliers dans les sociétés occidentales qui nous soutiennent depuis plusieurs mois. Votre soutien et votre engagement sont de plus en plus efficaces pour la cause du peuple vietnamien. C'est pourquoi je sollicite votre aide sur les points concrets suivants :

**1/** Demander aux autorités vietnamiennes de libérer immédiatement et sans condition les prisonniers politiques actuellement détenus.

**2/** Demander aux autorités vietnamiennes de cesser les harcèlements moraux et physiques des dissidents comme les convocations abusives au commissariat, les coupures de lignes téléphoniques, les infractions à la liberté de déplacement, l'intimidation des employeurs et de l'entourage des dissidents, etc.

**3/** Soutenir la création d'un journal privé au Viêt Nam, avec accès aux moyens d'impression et de distribution de masse (imprimeries, kiosques, etc.)

**4/** Soutenir la tenue d'un référendum sur le choix du système politique vietnamien : choisir entre parti unique et multipartisme. Ce serait le premier pas menant à des élections réellement libres, démocratiques

Encore une fois, je vous remercie.



# Le journaliste Nguyen Vu Binh a été libéré !

AFP-11 JUIN 2007

**L**e Viêt Nam a opportunément libéré un dissident célèbre à moins de deux semaines d'une visite du président Nguyen Minh Triet aux États-Unis que la question des droits de l'Homme risquait de faire capoter. Nguyen Vu Binh, journaliste de 39 ans qui purgeait une peine de sept ans de prison, a bénéficié vendredi d'une amnistie du président vietnamien, a annoncé dimanche l'Agence vietnamienne d'information (AVI), précisant qu'il avait rejoint son domicile dès sa sortie de prison samedi.

Arrêté en septembre 2002, Binh avait été reconnu coupable "d'espionnage" en décembre 2003 après avoir critiqué sur internet un accord frontalier sino-vietnamien très controversé et accusé Hanoï d'avoir cédé des terres à Pékin. En 2001, il avait auparavant demandé la permission de créer un parti politique dans un pays où seul le Parti communiste est autorisé. Il avait été également impliqué dans la création d'une organisation anti-corruption alors rejetée par le gouvernement.

Selon l'AVI, Binh a requis la clémence dans une lettre dans laquelle il exprime son "souhait de retrouver sa famille" tout en

promettant "d'exercer pleinement ses droits et devoirs de citoyens". Sa libération, réclamée de longue date par les États-Unis, intervient à point nommé, moins de deux semaines avant la visite officielle de Nguyen Minh Triet à Washington le 22 juin, la première d'un président vietnamien sur le sol américain depuis la fin de la guerre en 1975.

Les États-Unis et le Viêt Nam, qui affiche l'un des taux de croissance économique les plus forts au monde, se sont considérablement rapprochés ces dernières années. Mais leur dialogue s'est tendu récemment sur la question des droits de l'Homme alors que Hanoï a multiplié les arrestations et condamnations de dissidents pour "propagande" contre le régime communiste.

La libération de Binh "est une concession aux États-Unis avant la visite de Triet qui était vraiment en danger", a commenté dimanche un diplomate étranger à Hanoï. Prévus depuis de longs mois, la date de la visite du président vietnamien, qui selon la presse vietnamienne pourrait déboucher sur un accord commercial cadre, n'a d'ailleurs été officiellement confirmée que cette semaine.

Jeudi, Washington avait indi-

qué que la visite serait certes l'occasion de discuter de "relations économiques et commerciales solides", de coopération en matière de santé et de développement, de relations culturelles et éducatives, ainsi que des questions "pendantes remontant à la guerre" du Viêt Nam.

Mais la Maison Blanche avait aussi souligné que le président américain en profiterait pour exprimer "sa profonde inquiétude devant l'augmentation récente des arrestations et des détentions de pacifiques militants de la démocratie au Viêt Nam" et noter "que de tels agissements limiteront inévitablement la croissance des relations bilatérales".

Plusieurs organisations internationales militaient elles aussi depuis des mois pour la libération de Nguyen Vu Binh, notamment Reporters sans frontières (RSF), qui avait demandé en vain son amnistie à l'occasion du nouvel an lunaire du Têt en février.

L'organisation de défense de la liberté de la presse, qui avait fait valoir le mauvais état de santé de Binh, avait appelé Hanoï à "faire preuve de clémence envers" un homme dont "le seul crime est de s'être exprimé librement sur Internet".

## Interview de Nguyen Vu Binh



INTERVIEW RÉALISÉ LE 12 JUIN PAR LA RADIO CHÂN TRỜI MỚI, LA VOIX OFFICIELLE DU PARTI VIỆT TÂN AU VIỆT NAM.

**Nguyen Vu :** M. Nguyen Vu Binh, au nom des auditeurs de la radio Nouvel Horizon, nous vous présentons nos félicitations d'a-

voir quitté la « petite prison » pour entrer dans la « grande prison. » A ce propos, le journal Nhân Dân (le Peuple), un journal

officiel du Parti Communiste Vietnamien (PCV) a écrit : « L'amnistie de Nguyen Vu Binh est due aux principes humanistes et à



l'indulgence du Parti Communiste et de l'État. » Que pensez-vous de ces propos ?

**Nguyen Vu Binh :** Ce sont les propos habituels du régime lorsqu'il doit libérer des prisonniers d'opinion. Je ne suis pas surpris par cette rhétorique déjà entendue maintes fois et je ne pense pas qu'il faille s'y attarder davantage.

**NV :** Durant la précédente vague d'amnistie du 2 septembre 2006 [fête nationale du Viêt Nam], des rumeurs prétendaient que votre nom figurait sur la liste des prisonniers graciés. Mais votre libération n'a pas eu lieu car vous auriez refusé de reconnaître publiquement d'avoir enfreint les lois. Pouvez-vous nous confirmer cela ?

**NVB :** Ce n'était que des rumeurs dont je n'ai pris connaissance que récemment. Je n'ai pas rencontré les autorités durant cette période. Les officiels du régime m'ont beaucoup interrogé en 2004 et en 2005. Ils m'ont dit que si je reconnaissais ma faute, alors ils étudieraient la possibilité d'une remise de peine. Mais à chaque fois, je suis resté sur mes positions en affirmant que je n'avais jamais enfreint les lois. Après cette période, aucun d'entre eux ne m'a rendu visite, jusqu'à ce que je tombe gravement malade en 2007.

**NV :** Depuis votre retour, est-ce que les autorités vous ont imposé des consignes particulières ? Car, en principe, vous être encore assigné à résidence pendant 3 ans.

**NVB :** Depuis que la sûreté publique m'a ramené près de mon domicile, je ne les ai pas revus. Mais je dois encore me présenter à la mairie pour régulariser mes papiers. Je pense qu'à ce moment là ils me signifieront mon assignation à résidence.

**NV :** M. Binh, au cours d'une interview donnée à Radio Free

Asia (RFA), vous avez réaffirmé que nous n'aviez enfreint aucune loi vietnamienne et que vos convictions n'ont pas changé. Pouvez-vous nous parler davantage de ces convictions ?

**NVB :** Au Viêt Nam, il y a des choses uniques au monde. Il y a au Viêt Nam des gens qui enfreignent les lois mais qui n'ont commis aucune faute. Je prends l'exemple des personnes condamnées pour « propagande contre l'État. » Les lois vietnamiennes n'ont été faites que pour protéger la dictature du Parti Communiste. Ceux qui veulent la démocratie sont obligés d'enfreindre ces lois. C'est pour cela que je dis que ces gens ont sans doute enfreint les lois mais qu'ils ne sont pas fautifs. Concernant mon cas personnel, je n'ai pas enfreint les lois car on m'a accusé d'espionnage. En revanche, d'autres personnes, beaucoup d'autres, commettent des fautes au grand jour mais sans enfreindre les lois. Eh oui, au Viêt Nam, il y a des choses assez drôles comme cela.

**NV :** Quoiqu'en disent les autorités vietnamiennes, sous la pression internationale, en particulier celle des États-Unis, elles ont dû vous libérer et elles s'apprêtent sans doute à libérer deux autres dissidents. Cependant, le régime communiste se sert des dissidents comme d'une monnaie d'échange, pour ne pas dire comme d'otages, pour assurer la réussite du voyage du président vietnamien Nguyen Minh Triet aux États-Unis. Avez-vous des remarques à faire sur cette « prise en otage » des dissidents ?

**NVB :** Je partage également ce sentiment mais je n'ai pas encore une opinion précise sur le sujet car je manque d'informations. Cela ne fait que 3 jours que je suis libre et je dois combler ce grand manque d'informations.

**NV :** Au cours de l'interview donnée à RFA, vous avez déclaré



**Nguyen Vu Binh, son épouse Bui Thi Kim Ngan et leurs deux filles, le 27 juin 2007**

être très heureux de l'état actuel du mouvement démocratique au Viêt Nam. Comparé à la situation d'avant votre emprisonnement, vous déclarez que ce mouvement est dix fois plus puissant maintenant qu'il y a 5 ans. Pouvez-vous étayer vos propos ?

**NVB :** Une partie des informations que j'ai reçues concernant les dissidents proviennent des médias officiels du régime comme le journal Nhân Dân ou bien la télévision publique. C'est ainsi que j'ai appris l'existence de nombreux partis politiques, organisations, alliances qui se sont créés récemment au Viêt Nam. C'est un très grand changement par rapport à avant. C'est dommage que certains d'entre eux aient été arrêtés car j'aurais bien voulu m'entretenir avec ces nouveaux militants pour la démocratie. Pour résumer, je dirais que la situation a radicalement changé.

**NV :** La vague actuelle de répression contre les militants, considérée comme la pire depuis ces 20 dernières années, crée beaucoup de difficultés au mouvement démocratique. Pensez-vous que ce mouvement va décliner dans les mois à venir ?

**NVB :** Je ne saurai pas répondre à cette question tant que je n'aurai pas actualisé totalement mes informations sur le mouvement démocratique. On ne peut pas affirmer que le mouvement serait en déclin ou, à l'inverse, qu'il serait en progression, si on n'a pas un certain nombre d'informations en sa possession. Ces éléments me manquent pour l'instant car je viens tout juste de sortir de prison. Je vous répondrai lorsque je serai mieux informé sur la situation.

**NV :** Sans doute le savez-vous déjà, dans moins d'une semaine Nguyen Minh Triet se rendra aux États-Unis avec une délégation nombreuse. Les observateurs prédisent qu'il sera accueilli par de nombreuses manifestations de la communauté vietnamienne en

Amérique du Nord pour dénoncer les violations des droits de l'homme perpétrées par les autorités vietnamiennes. Avez-vous des suggestions à formuler à l'adresse des vietnamiens de l'étranger ?

**NVB :** Je n'ai pas vraiment de suggestions car étant à l'intérieur du Viêt Nam, je ne sais pas très bien comment les vietnamiens de l'étranger militent pour la démocratie. Je dis seulement ceci : quoique vous fassiez, faites avancer efficacement la démocratisation du Viêt Nam et que notre peuple connaisse très vite la liberté.

**NV :** Pour finir, avez-vous un message à transmettre à nos auditeurs ?

**NVB :** Je voudrais remercier sincèrement tous ceux qui se préoccupent de la situation des droits de l'homme et qui agissent pour qu'elle s'améliore. Ces personnes se sont beaucoup impliquées pour que je retrouve la liberté. Par ailleurs, je dis solennellement aux compatriotes de l'intérieur comme à l'étranger que je suis toujours le Nguyen Vu Binh de 2002. En outre, en 5 ans de prison, j'ai mûri mes convictions sur la situation de notre pays et de notre peuple.

**NV :** Au nom des auditeurs de la radio Nouvel Horizon, je vous remercie pour cette interview et je vous souhaite de réussir dans le combat commun pour la démocratisation du Viêt Nam.

## Remerciements de Nguyen Vu Binh

Je suis sorti de prison !

**J**e ne peux pas écrire que je suis libre car le pays n'est encore libre. Et moi-même je ne suis pas libre de mes mouvements. Je n'accepte pas la mesure d'assignation à résidence qui m'est appliquée, tout comme je n'ai pas accepté ma sentence précédemment. Les arrestations, les condamnations de militants pacifiques pour la démocratie sont des actions de répression d'un régime qui ne se maintient au pouvoir que par la violence.

Cependant, je suis heureux d'être sorti de prison, grâce aux efforts de nombreux bienfaiteurs que je souhaite remercier ici.

Durant ma détention, beaucoup d'organisations et de personnalités se sont impliquées pour mobiliser l'opinion internationale, les gouvernements et les organismes de défense des droits de l'homme pour réclamer ma libération. Finalement, ces efforts ont créé suffisamment de pressions pour que les autorités vietnamiennes renoncent à me laisser en prison. La toute relative

liberté dont je bénéficie aujourd'hui, je la dois à mes bienfaiteurs, amis, et compagnons de lutte. Plus important encore, c'est la conviction de n'avoir jamais été oublié dans une cellule qui m'a aidé à garder la motivation et l'espoir afin de faire face aux maladies et aux difficultés de la détention. Je suis très ému d'apprendre que durant mes années passées en prison, beaucoup de personnes à l'étranger ont fourni un soutien moral et matériel à mon épouse et à mes enfants. C'est grâce à ces aides que ma famille n'a pas été désintégrée. Il n'y a vraiment pas de mots pour décrire tout ce que je ressens. Je ne trouve pas les mots pour exprimer mes sentiments, ma profonde reconnaissance.

Je rêve d'un miracle qui me permettrait de rencontrer tous mes bienfaiteurs pour les remercier individuellement. Ce rêve ne pourra pas se réaliser. Ma situation actuelle empêche aussi le souhait plus modeste de rencontrer les organisations et les personnalités qui m'ont soutenu. Cependant, je crois fermement qu'il y a un autre moyen de re-

mercier mes bienfaiteurs, amis et compagnons de lutte. Je comprends que votre soutien n'est pas destiné à ma modeste personne mais aux valeurs que nous partageons : **la liberté, la démocratie, les valeurs humaines et l'amour de notre pays.** Ainsi, la meilleure façon pour moi de vous témoigner ma reconnaissance est de continuer le combat pour ces valeurs, d'apporter ma modeste contribution dans la construction d'un Viêt Nam libre, démocratique, juste et prospère. Un Viêt Nam où chaque Vietnamien d'aujourd'hui et de demain pourra être fier.

Je vous adresse les salutations respectueuses de quelqu'un qui sait ce qu'il vous doit et qui ne l'oubliera jamais.

Hà Nội, le 27 juin 2007

**Nguyễn Vũ Bình**



# L'avocat Le Quoc Quan a été libéré !

Hà Nội - 16 juin 2007 (AP)

Quelques jours avant le voyage historique du Président Nguyen Minh Triet aux États-Unis, le Viêt Nam a libéré un second dissident politique, ce samedi 16 juin, rapportent les media d'État.

Le Quoc Quan, un avocat de 36 ans, a été rendu à sa famille, dans la capitale Hà Nội, rapporte l'Agence Vietnamienne d'Information (AVI). Il était détenu depuis le 8 mars, à son retour au Viêt Nam et après avoir suivi une formation à la National Endowment for Democracy, un institut politique à Washington.

Quan a étudié le rôle de la société civile dans des démocraties naissantes. Auparavant, il avait travaillé en tant que consultant pour la Banque Mondiale, la Banque Asiatique de Développement et le Programme des Nations Unies pour le Développement.

« Le Quoc Quan a violé des lois vietnamiennes, » rapporte l'AVI. « Pendant sa détention pour l'enquête, Le Quoc Quan a reconnu sincèrement sa culpabilité, » dit le rapport sans fournir plus de détails.

La police ne fait pas de com-



<http://www.guongs4.net/>  
Nom du site en français : « L'exemple des 4 avocats ». C'est un site internet réalisé par les jeunes du Viêt Tân avec l'objectif de mettre en avant l'esprit d'engagement des avocats Nguyen Van Dai (5 ans de prisons), Le Thi Cong Nhan (4 ans de prison), Le Quoc Quan (récemment libéré) et Tran Thi Thuy Trang (en prison préventive depuis 4 mois).

mentaire ce samedi.

Quan est l'un des militants pro démocratie dont le Département d'État avait demandé la libération, se plaignant d'une escalade dans la répression contre les dissidents vietnamiens ces derniers mois.

Il est prévu que le président du Viêt Nam rencontre le président Bush à la Maison Blanche le 22 juin. Il sera le premier Chef d'État vietnamien à faire une vi-

site d'État à Washington depuis la fin de la guerre en 1975.

Peu de temps après l'invitation formelle de la Maison Blanche à Nguyen Minh Triet, le Vice-ministre vietnamien des Affaires étrangères Le Van Bang avait annoncé que Hà Nội libérerait trois dissidents avant que les deux présidents se rencontrent. Il n'avait pas dit quels prisonniers seraient libérés.

Quan est le deuxième prisonnier libéré depuis l'annonce de Bang.

Le 9 juin, le Viêt Nam a libéré Nguyen Vu Binh, un opposant de premier plan au gouvernement, emprisonné pendant cinq ans. Binh, ancien journaliste et membre du parti communiste, était l'un des premiers « cyberdissidents » du Viêt Nam, condamné pour avoir utilisé Internet pour diffuser des opinions pro-démocratie.



Le 12 avril 2007, Madeleine Albright, ancienne Secrétaire d'État, Vin Weber, président du National Endowment for Democracy, et le sénateur républicain John Mc Cain ont demandé fermement au président vietnamien la libération de Le Quoc Quan.

# La « démocratie » selon Hà Nội

TRIBUNE PUBLIÉE LE 31 MAI 2007  
DANS THE WALL STREET JOURNAL.



**L**es élections de l'Assemblée nationale vietnamienne du 20 mai ont suscité une certaine publicité parce que 875 candidats se disputaient à peine 500 sièges. Et 180 de ces candidats étaient « indépendants », non alignés sur le Parti Communiste Vietnamien (PCV) souverain. Mais sur ces 180 « indépendants », 150 avaient déjà pris soin de recevoir l'approbation implicite du PCV avant de déposer leur candidature. Seuls 30 candidats « réellement indépendants » étaient autorisés à concourir.

Pendant des mois, le PCV au pouvoir avait vendu cette élection comme étant le signe que le pays s'ouvrait politiquement. Le Premier Secrétaire du PCV, Nong Duc Manh, avait déclaré que la prochaine Assemblée nationale perfectionnerait « l'état de droit socialiste du peuple, par le peuple et pour le peuple. » Personne ne croit réellement à cette rhétorique, d'autant que même les candidats « indépendants » doivent recevoir l'approbation du Front de la Patrie (une émanation du PCV) avant de pouvoir se présenter. Une chose, cependant, a changé :

Les fonctionnaires du gouvernement et du PCV ont eu le plus grand mal du monde à exhiber cette élection comme étant la plus démocratique depuis ces 20 dernières années. Pourquoi ?

La réponse est que le parti communiste au Viêt Nam s'est embarqué dans une campagne pour changer son image à l'étranger. Le but final est de montrer que l'élite dirigeante a gagné dans ce qui semble être une élection démocratique, bien

que ce régime reste une dictature impitoyable. Aussi, il est tout à fait envisageable que soit organisée dans les années à venir une élection supposée multipartite. Cette dernière élection du 20 mai peut être considérée comme un petit entraînement pour le régime.

Mais ce ne sera pas la vraie démocratie. Le signe le plus clair, s'il y avait encore un doute, est que la dernière élection coïncide avec la pire vague de répression sur la dissidence politique depuis que Hà Nội a lancé sa politique du « Doi Moi », ou « rénovation », voici 20 ans. L'un après l'autre, les militants pro démocratie ont été condamnés à de longues années de prison simplement parce qu'ils préconisent le droit de choisir librement et justement le système politique du Viêt Nam. D'autres attendent toujours leur procès, accusés de « complot pour renverser le gouvernement. » Cette accusation peut conduire à la peine de mort.

Avec la répression actuelle, le mouvement démocratique vietnamien fait face à un défi important et à une formidable opportunité. Le défi est, en premier lieu, de survivre. Le parti communiste essaye de supprimer toutes les organisations indépendantes, notamment les partis politiques. Cependant, si le mouvement peut survivre à cette répression durant les six mois à venir, ou une année et au-delà, alors ce sera un tournant pour de véritables changements démocratiques à l'intérieur du Viêt Nam.

Après 32 ans de persécution continue, le mouvement démocratique

au Viêt Nam refuse de s'effacer. Pour la première fois, ce mouvement ne se compose plus d'individus mais de groupes organisés. Jamais auparavant les autorités communistes n'avaient vu un tel mouvement populaire représenté par autant d'organisations et de partis politiques indépendants défier ouvertement leur pouvoir, sur fond de mécontentement social grandissant, en particulier celui des paysans et des ouvriers. Le désir à l'intérieur du pays pour de vrais changements est vraiment plus fort que jamais.

Mais le mouvement pro démocratie nécessite également l'aide du monde extérieur. Les nations libres peuvent faire pression sur Hà Nội pour la libération de tous les dissidents qui ont été emprisonnés et pour le respect des droits de l'homme, notamment la liberté d'expression. Alors qu'un nombre croissant de vietnamiens affirment bravement leur liberté d'association, les organisations non gouvernementales étrangères peuvent fournir l'expérience et les moyens pour construire les fondations d'une société civile naissante.

Dans cette période critique pour les vietnamiens, il est important que le monde libre n'embrasse pas une dictature corrompue et regarde au-delà de l'attrait des intérêts à court terme. Le vent du changement souffle au Viêt Nam et la communauté internationale peut jouer un rôle très important en influant sur sa direction.

**Do Hoang Diem**



# Des centaines des citoyens mécontents se rendent à Sài Gòn pour y protester

Vers 10h du matin le 22 juin 2007, des résidents de la province de Tien Giang se rassemblent dans la ville de Tien Giang, au 11 rue Ly Chien Thang,, et louent des ferry-boats et d'autres véhicules dans le but de gagner la capitale économique Sài Gòn. Ils veulent demander au gouvernement de restituer toutes leurs propriétés confisquées. Cependant, ils sont stoppés par la police et leurs véhicules sont saisis.

Le lendemain, déterminés à protester devant le bureau n° 2 de représentation de l'Assemblée nationale, situé au 194 rue Hoang Van Thu dans l'arrondissement Phu Nhuan, les résidents de Tien Giang tentent de rallier Sài Gòn en utilisant toutes sortes de véhicules.

Mme Hoa, une des protestataires, crie à l'injustice parce que les fonctionnaires du gouvernement ont recouru à la force pour confisquer leurs propriétés. Les citoyens en colère de Tien Giang exigent la restitution de leurs

propriétés. Ils espèrent que les Vietnamiens à l'étranger et la communauté internationale appuieront leur demande.

Lorsque les protestataires arrivent sur place, on leur dit que le bureau est fermé durant le week-end, et qu'ils doivent revenir le lundi 25. Malgré leur situation difficile, les habitants de Tien Giang décident de rester à Sài Gòn jusqu'à ce que leur problème soit réglé.

Le 24 mai dernier, le même groupe de citoyens en colère était déjà venu au bureau n° 2 de représentation de l'Assemblée nationale pour crier à l'injustice. Mais ils avaient été dispersés par la police. Aujourd'hui, leur problème restant entier, ils reviennent avec bien plus de détermination, décidés à rester jusqu'à ce que les autorités centrales trouvent une solution.

À 9 heures du matin le lundi 25 juin, madame Hoa informe ses proches que plus de 200 citoyens de Tien Giang manifestent leur colère devant le bureau de représentation de l'Assemblée nationale. D'autres seraient en chemin pour les rejoindre. Malgré la fatigue des dernières journées, le moral des protestataires est solide. Ils sont résolus à faire entendre leur voix et ils ne



On peut lire sur la banderole :  
« Les autorités de Tien Giang trompent le Parti et la population »

se contenteront pas de promesses sans lendemain comme par le passé, dit madame Hoa.

Les officiels du gouvernement ont promis d'ouvrir une enquête sur la corruption éventuelle des fonctionnaires de Tien Giang, corruption qui aurait mené à la confiscation des terres des citoyens en colère. Madame Hoa dit que l'enquête démarrera dès le lendemain matin.

Sans réponses concrètes, les citoyens en colère restent devant le bâtiment officiel toute la semaine. Samedi 30 juin, les manifestants lèvent le camp pour rentrer à Tien Giang. Utilisant divers moyens de transport (taxi, véhicules privées, motocyclettes...) les manifestants se dispersent en petits groupes.

Profitant de l'occasion, la police interpelle plusieurs personnes isolément. L'une d'entre elles, madame Vo Thi Thu, 84 ans, a dû être hospitalisée après son interpellation.



Les personnes injustement traitées de Tien Giang  
Demande la restitution de leurs rizières,  
Demande des dédommagements  
pour la construction de la ligne 500KV

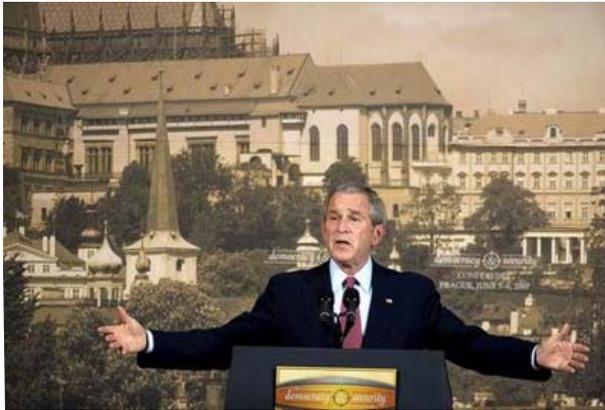
# George Bush, en visite à Prague, parle de la liberté

Discours du président des États-Unis George W. Bush, dans une conférence pour la démocratie, organisée par Jose Maria Aznar, Vaclav Havel, et Natan Sharansky.

**M**onsieur le Président Ilves, monsieur le Ministre des Affaires étrangères Schwarzenberg, mesdames et messieurs les invités, Laura et moi nous sommes heureux de revenir à Prague [...].

Dans cette salle se trouvent les dissidents et les militants démocrates de 17 pays répartis sur 5 continents. Vous suivez différentes traditions, vous pratiquez différentes croyances, et vous faites face à différents défis. Mais vous êtes unis par une conviction inébranlable : que la liberté est le droit non négociable de chaque homme, femme, et enfant. Et que la condition pour une paix durable dans notre monde est la liberté. (Applaudissements)

Cette conférence est organisée par trois des plus grands défenseurs de la liberté de notre époque [...]. Je les remercie pour leur invitation à m'adresser à cette noble assemblée, pour montrer au monde qu'un individu doté de droiture morale et de courage peu changer le cours de l'histoire.



**Grand Hall—Palais Czernin  
Prague, République Tchèque  
05.06.2007 | 16h07**

Il est heureux que nous nous rencontrions en République Tchèque – une nation au cœur de l'Europe et du combat pour la liberté sur ce continent. [...]

À travers la sombre occupation soviétique, le vrai visage de cette nation n'a jamais fait de doute. Le monde l'a constaté durant le Printemps de Prague et les revendications de la Charte 77. Ces efforts ont été accueillis par des chars, des matraques et des arrestations par la police secrète. Mais la violence ne devait pas avoir le dernier mot. En 1989, des milliers de personnes se rassemblèrent sur la place Wenceslas pour demander leur liberté. Les théâtres comme la Lanterne Magique devinrent des quartiers-généraux pour les dissidents. Des ouvriers quittèrent leurs usines pour se mettre en grève. En quelques semaines, le régime s'effondra. L'ex prisonnier politique Vaclav Havel prit la tête du pays. Et le peuple tchécoslovaque brisa le Rideau de Fer par une Révolution de Velours.



Répression soviétique à Prague en 1968

À travers l'Europe, des scènes similaires se déroulèrent. En Pologne, un mouvement qui avait commencé dans un seul chantier naval libéra tout un peuple. [...] Et après sept décennies d'oppression, l'Union Soviétique cessa d'exister.

Derrière ces étonnantes réussites, dans la bataille des idées triomphait la liberté. Les communistes avaient une idéologie impériale qui prétendait

connaître le sens de l'histoire. Mais finalement elle fut renversée par des gens ordinaires qui voulaient vivre leur vie, vénérer leur Dieu, et dire la vérité à leurs enfants. Les communistes avaient la dureté de Brejnev, Honecker et Ceausescu. Mais à la fin, ils ne faisaient plus le poids face à la vision de Walesa ou de Havel, au culot de Sakharov ou de Sharansky, à la résolution de Reagan ou de Thatcher, et face à l'intrépide témoin Jean-Paul. De cette expérience, une leçon claire a émergé : la liberté peut être opprimée, la liberté peut être retardée, mais la liberté ne peut pas être refusée.

Au cours des années qui ont suivi la libération, les nations d'Europe Centrale et Orientale ont mené à bien la difficile transition vers la démocratie. Leurs dirigeants ont accompli les dures réformes requises pour entrer dans l'OTAN et l'Union Européenne. Des citoyens ont réclamé leur indépendance dans les Balkans et ailleurs. Maintenant, après des siècles de guerre et de



douleur, le continent européen est enfin en paix.

Avec cette nouvelle ère sont venues de nouvelles menaces sur la liberté. Dans des endroits sombres et répressifs du monde, des générations entières ont grandi sans être écoutées par leur gouvernement et sans espoir dans leur futur. Cette vie d'oppression a nourri un ressentiment profond. Et pour beaucoup, ce ressentiment s'est muté en radicalisme, extrémisme et violence. Le monde en a vu le résultat le 11 septembre 2001, quand les terroristes basés en Afghanistan envoyèrent 19 kamikazes assassiner près de 3.000 innocents aux États-Unis.

Pour certains, cette attaque exigeait une réponse mesurée. Mais en fait, le 11 septembre prouvait l'existence d'un danger beaucoup plus vaste -- un mouvement international d'extrémistes islamiques violents qui menace partout les personnes libres. L'ambition des extrémistes est de construire un empire totalitaire qui englobe toutes les terres musulmanes courantes et anciennes, y compris des parties de l'Europe. Leur stratégie pour réaliser leur but est de terroriser le monde jusqu'à sa reddition par une campagne impitoyable de terrorisme meurtrier.

Pour affronter cet ennemi, l'Amérique et nos alliés sont passés à l'offensive avec toute la gamme complète de nos forces armées, du renseignement et des moyens destinés à faire respecter la loi. Pourtant cette bataille est plus qu'un conflit militaire. Comme le fut la Guerre Froide, c'est une lutte idéologique entre deux visions fondamentalement différentes de l'humanité. D'un côté les extrémistes, qui promettent le paradis, mais imposent sur terre des lapidations publiques, de la répression contre les femmes et des attentats-suicides. De l'autre côté un nombre considérable d'hommes et de femmes modérés -- y compris des millions

de personnes dans le monde musulman -- qui croient en la dignité et la valeur de chaque vie humaine et qu'aucune puissance sur Terre ne peut nier.

L'arme la plus puissante dans la lutte contre l'extrémisme n'est pas faite de balles ou de bombes, c'est le charme universel de la liberté. La liberté est le dessein de notre Créateur, et l'aspiration de chaque âme. La liberté est le meilleur chemin pour libérer la créativité et le potentiel économique d'une nation. La liberté est dans une société le seul ordre qui conduise à la justice. Et la liberté humaine est le seul moyen de faire respecter les droits de l'homme.



New York,  
11 septembre 2001

Développer la liberté est plus qu'un impératif moral, c'est la seule voie réaliste pour protéger nos peuples sur le long terme. Voici quelques années, Andreï Sakharov disait qu'un pays qui ne respecte pas les droits de son propre peuple ne respecte pas ceux de son voisin. L'histoire lui a donné raison. Les gouvernements responsables devant leur peuple ne s'attaquent pas mutuellement. Les démocraties règlent leurs problèmes à travers leur politique intérieure, au lieu d'accuser des boucs émissaires étrangers. Les jeunes gens qui peuvent désapprouver ouvertement leurs dirigeants sont moins enclins à adopter des voies violentes. Et les nations qui s'impliquent dans la liberté pour leur peuple ne

soutiendront pas les extrémistes. Elles s'allieront pour les défaire.

Pour ces raisons, les États-Unis s'impliquent dans la promotion de la liberté et de la démocratie comme des grandes alternatives à la répression et au radicalisme. (Applaudissements). Et nous avons un objectif historique en vue. Dans mon second discours d'investiture, j'ai plaidé pour que le but ultime de l'Amérique soit la fin de la tyrannie dans notre monde. Certains m'ont alors qualifié de "président dissident." Si se dresser pour la liberté dans le monde fait de moi un dissident, alors je porte ce titre avec fierté. (Applaudissements).

L'Amérique poursuit notre plan de d'extension de la liberté de différentes manières ; certaines sont ostentatoires, d'autres sont discrètes et à l'abri des regards. Mettre fin aux tyrannies nécessite le soutien aux forces de la conscience pour miner en leur sein les sociétés répressives. Le dissident soviétique Andreï Amalrik a comparé un état tyrannique à un soldat qui pointe constamment une arme contre son ennemi, jusqu'à ce que, finalement, ses bras se fatiguent et le prisonnier s'échappe. Le rôle du monde libre est de fatiguer les bras des tyrans de ce monde, et de soutenir les prisonniers qui essaient de précipiter l'effondrement de ces régimes.

Ainsi, j'ai rencontré personnellement des dissidents et des militants pour la démocratie de quelques unes des pires dictatures dans le monde, comme la Biélorussie, la Birmanie, Cuba, la Corée du Nord, le Soudan, et le Zimbabwe. Dans cette conférence, je souhaite rencontrer d'autres dissidents, comme ceux venus d'Iran et de Syrie. L'un de ces dissidents est Mamoun Homsi. En 2001, cet homme était un membre indépendant du parlement syrien qui a simplement fait une déclaration demandant au gouvernement de commencer à respecter les droits de l'homme.



Pour cet acte totalement pacifique, il a été arrêté et envoyé en prison, où il a passé plusieurs années aux côtés d'autres innocents qui prêchent pour une Syrie libre.

Un autre dissident que je vais rencontrer ici est Rebiyah Kadeer, venu de Chine, dont les fils ont été emprisonnés, à mon avis par représailles contre ses activités en faveur des droits de l'homme. Le talent des hommes et des femmes comme Rebiyah est la plus grande ressource pour leurs nations, bien plus précieux que les armes de leur armée ou que le pétrole de leur sous-sol. L'Amérique appelle chaque nation qui étouffe ses dissidents à cesser cette répression, à faire confiance à son peuple, et à accorder à ses citoyens la liberté qu'ils méritent. (Applaudissements).

De nombreux dissidents n'ont pu se joindre à nous parce qu'ils sont actuellement injustement emprisonnés ou bien assignés à résidence. Je languis le jour où une conférence comme celle-ci accueillera Alexander Kozulin de Biélorussie, Aung San Suu Kyi de Birmanie, Oscar Elias Biscet de Cuba, le père Nguyen Van Ly du Viêt Nam, Ayman Nour d'Égypte. (Applaudissements) [...]

Aux yeux de l'Amérique, les dissidents démocrates d'aujourd'hui seront les leaders de demain. C'est pour cela que nous allons de l'avant pour accroître notre soutien. Nous avons récemment créé le Fonds de Défense des Droits de l'Homme, qui fournit une assistance juridique et une couverture médicale aux militants arrêtés ou battus par les gouvernements répressifs. Je soutiens fortement le Texte de Prague que votre conférence a prévu de produire, qui affirme que la

"protection des droits de l'homme est critique pour la paix et la sécurité internationale." Et dans le respect des objectifs de cette déclaration, j'ai demandé à la Secrétaire d'État Rice d'envoyer cette directive à tous les ambassadeurs des États-Unis dans les nations non libres : Cherchez et rencontrez les militants pour la démocratie. Cherchez ceux qui réclament les droits de l'homme. (Applaudissements)



**Les dissidents Alexander Kozulin, Oscar Elis Biscet, Ayman Nour, Aung San Suu Kyi et Nguyen Van Ly.**

Les gens qui vivent sous la tyrannie ont besoin de savoir qu'ils ne sont pas oubliés. Les Nord-Coréens vivent dans une société fermée où les dissidents sont brutalement éliminés, et ils sont coupés de leurs frères et sœurs du sud. Les iraniens sont un grand peuple qui mérite de choisir son propre avenir, mais ses libertés sont déniées par une poignée d'extrémistes qui veulent l'arme nucléaire, empêchant leur pays de prendre sa juste place parmi les pays prospères. Les cubains désespèrent de la liberté, alors que leur pays traverse une période de transition. Nous devons insister pour des élections libres, pour la liberté d'expression et de réunion (Applaudissements). Et au Soudan, la liberté est déniée, les droits de l'homme sont violés par un gouvernement qui poursuit un génocide contre ses propres citoyens. Mon message à tous ceux qui souffrent sous la tyrannie est le suivant : nous n'excuserons jamais vos oppresseurs. Nous nous dresserons toujours pour votre liberté. (Applaudissements)

La liberté est également menacée dans les pays qui ont mon-

tré quelques progrès. Au Venezuela, les dirigeants élus se servent du populisme pour démanteler les institutions démocratiques et raffermir leur pouvoir. Le gouvernement de l'Ouzbékistan continue de réduire au silence les voix indépendantes en emprisonnant des militants pour les droits de l'homme. Et le Viêt Nam a récemment arrêté et emprisonné un certain nombre de militants religieux et politiques pacifiques.

Ces évolutions pourraient nous décourager, mais les motifs d'optimisme dominent. Au début des années 80, on ne comptait que 45 dé-

mocraties sur terre. Désormais elles sont plus de 120 – jamais comme aujourd'hui autant de personnes n'ont vécu libres. Il est de la responsabilité de ceux qui jouissent de la liberté bénie d'aider ceux qui luttent pour instaurer la liberté dans leur société. C'est pourquoi les États-Unis ont presque doublé leur budget d'aide aux projets de démocratie. Nous travaillons avec nos associés au G8 pour promouvoir l'émergence d'une société civile dynamique au Moyen-Orient par des initiatives comme le Forum de l'Avenir. Nous coopérons côte à côte avec les nouvelles démocraties en Ukraine, en Géorgie et au Kirgizstan. Nous félicitons le peuple du Yémen pour sa remarquable élection présidentielle et le peuple du Koweït pour des élections dans lesquelles les femmes pouvaient pour la première fois voter et briguer un mandat. (Applaudissements.) Nous soutenons fermement les peuples du Liban, d'Afghanistan et d'Irak alors qu'ils défendent leurs avancées démocratiques contre des ennemis extrémistes. (Applaudissements.) Ces peuples font des sacrifices énormes pour la liberté. Ils méritent l'admira-



tion du monde libre, et ils méritent notre appui constant. (Applaudissements)

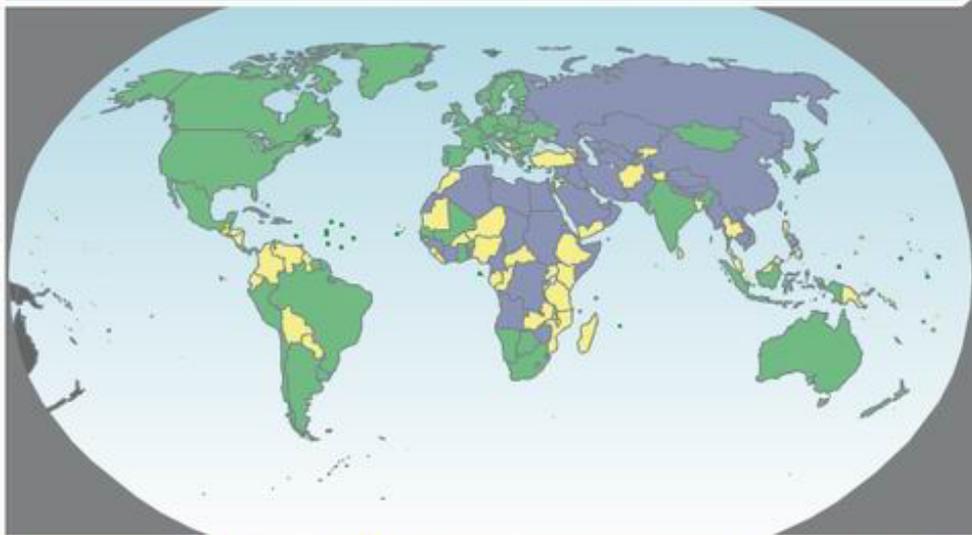
Les États-Unis emploient également notre influence pour inviter des pays amis comme l'Égypte, l'Arabie Saoudite et le Pakistan à aller vers la liberté. Ces nations ont adopté une attitude courageuse et engagé des actions fortes pour affronter les extrémistes, tout en faisant progresser la liberté et la transparence. Pourtant elles ont toujours de gros progrès à accomplir. Les États-Unis continueront à pousser les nations comme celles-ci à ouvrir leur système politique et à favoriser la liberté d'expression de leur peuple. Ceci crée inévitablement des tensions. Mais ce n'est pas grave compte tenu de l'étendue et de la solidité de nos relations avec ces pays. Nos rapports avec la Corée du Sud et Taiwan pendant la Guerre Froide l'ont montré, l'Amérique peut simultanément entretenir une amitié et pousser une nation vers la démocratie. (Applaudissements.)

Nous appliquons également cette leçon à nos rapports avec la Russie et la Chine. (Applaudissements.) Les États-Unis ont des relations fortes et efficaces avec ces pays. Notre amitié avec eux est complexe. Dans les secteurs où nous partageons des intérêts mutuels, nous travaillons ensemble. Dans d'autres secteurs, nous avons de forts désaccords. Les dirigeants de la Chine croient qu'ils peuvent continuer à ouvrir l'économie de leur nation



**File d'attente pour aller voter en Irak en 2005, malgré les menaces des extrémistes.**

## La Liberté dans le monde en 2006



Légende ■ Libre ■ Partiellement Libre ■ Non Libre

sans ouvrir leur système politique. Nous ne sommes pas d'accord. (Applaudissements) En Russie, des réformes qui avaient été promises pour donner plus de pouvoir aux citoyens ont été enterrées, avec des conséquences regrettables sur le développement démocratique. Une bonne relation, c'est en partie la capacité à parler ouvertement de nos désaccords. Aussi les États-Unis continueront à consolider nos relations avec ces pays -- et nous le ferons sans abandonner nos principes ni nos valeurs. (Applaudissements)

Nous apprécions que les sociétés libres se dessinent à différentes vitesses, en différents endroits. Une vertu de la démocratie est qu'elle reflète l'histoire et les traditions locales. Pourtant il y a des éléments fondamentaux que toutes les démocraties partagent -- liberté de parole, de religion, de presse, d'assemblée ; l'État de droit imposé par la séparation des pouvoirs ; droit à la propriété privée ; partis politiques qui s'affrontent dans des élections libres et sans irrégularités. (Applaudissements.) Ces droits et institutions sont la base de la dignité humaine, et alors que chaque pays établit son propre chemin vers la liberté, il doit trouver un associé fidèle dans les États-Unis d'Amérique.

Prolonger l'extension de la liberté est une mission qui unit les démocraties du monde entier. [...]

Sur tous ces chemins menant à la liberté, l'agenda diffère d'un pays à l'autre. La tâche est difficile et le restera. Il y aura des triomphes et des échecs, des progrès et des reculs. La fin de la tyrannie ne peut survenir en un jour. Et naturellement, cet objectif a ses opposants.

Certains indiquent que la fin de la tyrannie signifie « imposer nos valeurs » aux personnes qui ne les partagent pas, ou que des gens vivent dans des régions du monde où la liberté ne peut pas prendre prise. Cela est réfuté par le fait que chaque fois que les gens disposent du choix, ils choisissent la liberté. Nous l'avons vu quand des peuples d'Amérique latine ont remplacé leurs dictature par la démocratie, lorsque le peuple de l'Afrique du Sud a remplacé la ségrégation par une société libre, lorsque le peuple de l'Indonésie a mis fin à un long régime autoritaire. Nous l'avons vu quand les Ukrainiens portant des écharpes oranges ont exigé que leurs votes soient comptés. Nous l'avons vu quand des millions d'Afghans et d'Irakiens ont défié les terroristes pour élire des gouvernements libres. À un bu-



reau de vote à Bagdad, j'ai été frappé par les mots d'un Irakien - il n'avait qu'une jambe -- et il a dit à un journaliste, « j'aurais même rampé jusqu'ici. » La démocratie a-t-elle été imposée à cet homme, ai-je demandé aux critiques ? La liberté était-elle une valeur qu'il ne partageait pas ? La vérité est que les seuls qui doivent imposer leurs valeurs sont les extrémistes, les radicaux et les tyrans. (Applaudissement)

Et c'est pourquoi les communistes ont écrasé le Printemps de Prague et ont jeté un dramaturge innocent en prison, et ont tremblé à la vue d'un pape polonais. L'histoire montre cela finalement, la liberté terrasse la peur. Et si on lui donne sa chance, la liberté vaincra la peur dans chaque nation sur terre. (Applaudissements)

Autre objection - elle prétend que la fin de la tyrannie fera place au chaos. Les critiques montrent du doigt la violence en Afghanistan, en Irak, ou au Liban comme preuves que la liberté amoindrit la sécurité des personnes. Mais regardons la vraie cause de la violence. Ce sont les terroristes, les extrémistes. Ce n'est nulle coïncidence s'ils visent les jeunes démocraties du Moyen-Orient. Ils savent que le succès des sociétés libres constitue une menace mortelle à leurs ambitions -- et à leur survie même. Le fait que nos ennemis se rebiffent n'est pas une raison de douter de la démocratie. À l'évidence ils reconnaissent la puissance de la démocratie. À l'évidence nous sommes en guerre. Et bien évidemment les nations libres doivent accomplir

ce qu'il faut pour s'imposer. (Applaudissements)

Certains disent qu'un objectif plus sûr serait la stabilité, notamment au Moyen-Orient. Le problème est que la poursuite de la stabilité aux dépens de la liberté ne mène pas à la paix -- il mène au 11 septembre 2001. (Applaudissements) La politique de tolérance de la tyrannie est un échec moral et stratégique. C'est une erreur que le monde ne doit pas répéter au 21ème siècle.

---

*« Aux yeux de l'Amérique, les dissidents démocrates d'aujourd'hui seront les leaders de demain. »*

**George W. Bush**

---

D'autres craignent que la démocratie n'amène des forces dangereuses au pouvoir, telles que le Hamas dans les territoires palestiniens. Les élections ne donneront pas toujours ce que nous en attendons. Pourtant la démocratie ne consiste pas seulement à se rendre au bureau de vote. La démocratie exige des partis d'opposition consistants, une société civile dynamique, un gouvernement qui fait respecter la loi et répond aux besoins de son peuple. Les élections accélèrent la création de telles institutions. Dans une démocratie, les

gens ne votent pas pour une vie de violence perpétuelle. Pour rester au pouvoir, les élus doivent écouter le peuple et poursuivre leur désir de paix -- sinon, en démocratie, les électeurs les remplacent lors de nouvelles élections libres.

En conclusion, il y a la controverse selon laquelle la fin de la tyrannie est un peu utopique. Certains disent que propager la démocratie dans le monde entier est tout simplement trop difficile à réaliser. Cette thèse n'est vraiment pas nouvelle. Elle a été affirmée maintes fois dans le passé. À chaque étape de la Guerre Froide, il y avait ceux qui prétendaient que le mur de Berlin était permanent, et que les gens derrière le rideau de fer ne se débarrasseraient jamais de leurs oppresseurs. L'Histoire a envoyé un message différent.

La leçon est que la liberté aura toujours ses sceptiques. Mais ceux-là ne représentent pas tout le monde. Il y a également les gens comme vous, et vos proches que vous représentez -- hommes et femmes qui avez le courage de risquer tout pour vos idéaux. [...]

Je quitte Prague avec la certitude que la cause de la liberté n'est pas épuisée, et que son futur est dans les meilleures mains. Avec une foi invincible dans la puissance de la liberté, vous inspirerez vos peuples, vous dirigerez vos nations, et vous changerez le monde.

Merci de m'avoir accueilli. Et que Dieu vous bénisse. (Applaudissements)

**contact@viettan.org — www.viettan.org**

**BUREAU PRINCIPAL**

2530 BERRYESSA RD. #234  
San Jose, CA 95132 — USA  
Tél. : (1) 408-347-8830

Fax : (1) 408-347-8730

**ASIE**

P.O. Box 223  
Shiba, Tokyo 105-91 — JAPAN  
Tél. / fax : (81) 3.3765.5317

**EUROPE**

BP130  
92185 Antony Cedex- FRANCE  
Tél. / fax : (33) 1.46.86.85.22

**AUSTRALIE**

P.O. Box 791  
Bankstown, NSW 2200  
Tél. / fax : (61) 2-9757-3072

